

Equilibre, déséquilibre ex post et ajustement structurel : une approche macrocomptable.

R. Boudjema *

Ce texte décrit le type de déséquilibre macroéconomique qui rend impérative dans un pays donné, l'application des mesures d'ajustement structurel.

Nous raisonnerons d'abord pour des raisons méthodologiques, voire pédagogiques, en *économie fermée sans et avec Etat*.

Nous tenterons ensuite de mettre en évidence les exigences de la logique économique dans un *système ouvert sans et avec intervention des pouvoirs publics*.

1. Cas d'une économie fermée sans Etat

Dans cette économie hypothétique, les ressources représentent *exclusivement* la valeur des biens et services créés par les agents de la production.

Ces ressources sont *l'offre globale* du pays (O) ou son *produit intérieur brut* (PIB) qu'on notera Y. Elles traduisent aussi son *revenu national brut* (RNB) et son *revenu national disponible brut* (RNDB), qu'on notera ci-dessous (R).

Ces trois agrégats sont égaux chacun, à la somme des valeurs ajoutées brutes des entreprises (ΣVAB). On peut écrire :

$$Y = R = PIB = RNB = RNDB = \Sigma VAB \quad (1).$$

Pourquoi ces identités? En effet, dans une économie réelle, définie par la présence de l'Etat et des relations extérieures, le PIB est la *somme des valeurs ajoutées brutes* des secteurs institutionnels résidents à laquelle s'ajoutent *la taxe sur la valeur ajoutée* (TVA) et les *droits et taxes sur importations* (DT/M), soit $PIB = \Sigma VAB + TVA + DT/M$.

* Enseignant INPS

Dans une économie fermée sans Etat, la TVA et les DT/M sont *nuls*. Le PIB se réduit donc à la somme des valeurs ajoutées des agents de la production, soit : $PIB = (\sum VAB)$. Pour passer du PIB au RNDB, il faut :

- ajouter au premier agrégat, les revenus de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde;
- et en retrancher les revenus de même nature versés au reste du monde.

Pour obtenir le RNDB, il faut ajouter au RNB, les transferts courants reçus du reste du monde et en déduire les transferts de même nature versés au reste du monde.

Dans une économie fermée, tous ces revenus et ces transferts sont nuls. L'identité (1) y est donc vérifiée.

A l'offre globale (O) correspond une demande globale (D) limitée obligatoirement aux trois emplois suivants : la consommation finale (C), l'accumulation brute des fonds fixes (ABFF) et la variation des stocks (VS).

On peut donc écrire :

$$O = D \quad (2) \quad \text{ou encore } Y = (C + ABFF + VS) \quad (3).$$

La somme (ABFF + VS) désignant l'investissement (I), il en résulte :

$$Y = C + I \quad (4).$$

(C) et (I) étant des emplois des agents économiques privés, c'est-à-dire, ceux des ménages et des entreprises. Ils représentent la *demande intérieure privée*.

L'identité (4) repose sur l'hypothèse implicite que les revenus issus de la production sont supposés totalement dépensés par leurs détenteurs dans l'achat des biens de

consommation et de production. L'épargne privée (S) est donc nulle.

Dans le cas contraire, elle sera, en tant que fraction du revenu non consommée, égale à

$S = (R - C)$ (5) ou, en vertu de l'identité (1), ($Y = R$), à :

$$S = (Y - C).$$

Ce solde définissant en même temps l'investissement, il en résulte l'égalité de l'épargne et de l'investissement, soit :

$$S = I \text{ (6).}$$

C'est cette identité que décrit J.M.Keynes, lorsqu'il souligne : «l'épargne et l'investissement sont forcément d'un montant égal puisque pour toute la communauté nationale considérée dans son ensemble, ils ne sont que deux aspects différents de la même chose.»¹

L'équilibre comptable ex post ($S = I$) peut être également mis en évidence dans une économie fermée, à partir de son compte d'accumulation.

Le compte d'accumulation de la nation se présente, au même titre que les comptes similaires des agents économiques qui la composent, sous forme d'un T, comprenant à droite, les *ressources d'accumulation* (RA) et à gauche, les *emplois de même nature* (EA).

Les ressources d'accumulation sont l'*épargne nette* de la nation (EN), la *consommation des fonds fixes* de la nation (CFF) et les *transferts en capital reçus par la nation* du reste du monde (TCR) : (aides à l'investissement, remises de dettes, suppression de créances), soit :

$$(RA) = (EN + CFF + TCR) \text{ (7).}$$

¹ J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Editions Payot, Paris 1982, P.95.

L'économie étant supposée fermée, les TCR sont nuls. Les ressources d'accumulation (RA) de la nation se réduisent donc à la somme de son épargne nette (EN) et de sa consommation des fonds fixes (CFF), c'est-à-dire, à son *épargne brute* (EB), soit :

$$(RA) = (EN + CFF) = EB \text{ (8).}$$

Les emplois d'accumulation (EA) comprennent *l'accumulation brute des fonds fixes* de la nation (ABFF), la *variation de stocks* de la nation (VS), les *acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels de la nation* (ANTAI) et les *transferts en capital versés par la nation* au reste du monde (TCV), soit:

$$(EA) = (ABFF + VS + ANTAI + TCV) \text{ (9).}$$

L'économie n'ayant pas de relations extérieures, il s'ensuit que les (TCV) sont nuls. Il en est de même des ANTAI. En effet, celles-ci ne modifient que le patrimoine des agents économiques pris individuellement. A l'échelle de la nation, les ANTAI s'annulent puisque toute *acquisition* par un agent (+) a nécessairement pour contrepartie une *cession* (-), par un autre agent.

Les emplois d'accumulation de la nation se réduisent donc à la somme de son accumulation brute des fonds fixes (ABFF) et de sa variation de stocks (VS), c'est-à-dire à son *accumulation brute* (AB) ou son *investissement*, soit :

$$(I) = (AB) = (ABFF + VS) \text{ (10).}$$

Le compte d'accumulation de la nation étant équilibré, on peut noter : ressources d'accumulation de la nation (RA) = emplois d'accumulation de la nation (EA), soit :

$$(EN + CFF) = (ABFF + VS) + (\text{solde}) \text{ (11).}$$

Que représente ce solde ? Aussi bien pour un agent économique donné que pour la nation dans son ensemble, il s'obtient en faisant *la différence* entre les ressources d'accumulation et les emplois de même nature, soit:

$$(\text{Solde}) = (\text{EN} + \text{CFF}) - (\text{ABFF} + \text{VS}) \quad (12).$$

Lorsque ces ressources sont supérieures à ces emplois ($\text{RA} > \text{EA}$), le solde est *positif*. On le désigne par la notion de *capacité de financement* (Cf).

Dans le cas contraire ($\text{RA} < \text{EA}$), le solde est *négatif* et porte le nom de *besoin de financement* (Bf)

En l'absence de l'agent «reste du monde» la somme des capacités de financement (+) de certains agents résidents est égale à la somme des besoins de financement (-) des autres agents résidents, soit :

$$\sum \text{Cfa} = \sum \text{Bfa} \quad (13).$$

La somme algébrique de ces soldes est donc nulle, soit:

$$\sum \text{Cfa} + \sum \text{Bfa} = 0 \quad (14).$$

Or, cette somme correspond au *solde* du compte d'accumulation de la nation. On peut écrire : $(\text{EN} + \text{CFF}) - (\text{ABFF} + \text{VS}) = 0$. Ce qui donne une égalité entre $(\text{EN} + \text{CFF})$ et $(\text{ABFF} + \text{VS})$.

Le premier terme désignant l'épargne brute de la nation (EB) et le second, son accumulation brute (AB), il est possible de noter : $(\text{EB}) = (\text{AB})$ ou encore, en reprenant les premières notations de l'identité (6) : $\text{S} = \text{I}$.

Qu'exprime cette identité ? Essentiellement deux phénomènes :

- *d'une part*, une économie fermée satisfait sa demande globale sur la base *exclusive* de son offre globale. Plus cette

offre est grande, plus sera élevé le niveau de cette demande et inversement. Fonctionnant «en vase clos», elle n'a d'autres équilibres à observer que celui déterminé par ses possibilités internes.

On peut, en articulant le compte d'accumulation de la nation à son compte financier, montrer que son besoin ou sa capacité de financement (Bfn ou Cfn) est égal(e), à l'ajustement près (Aj), à son *solde des créances et dettes* (SCDn), soit:

$$(Bf \text{ ou } Cf) = (SCD \pm Aj) \text{ (15).}$$

Le solde du compte d'accumulation d'une économie fermée étant nul, il en est de même pour son solde des créances et dettes, soit :

$$(Cf \text{ ou } Bf) = (SCD \pm Aj) = 0 \text{ (16).}$$

L'économie fermée a donc à *priori* l'avantage d'être à l'abri des pressions et des bouleversements de l'économie internationale à l'égard de laquelle elle n'a ni dettes, ni créances. Mais cet avantage est vite minoré, voire annulé par son obligation de financer son investissement par sa propre épargne.

Lorsque celle-ci est faible, elle limite l'élan d'accumulation. Dans le cas contraire, elle porte préjudice à la consommation;

- *d'autre part*, après l'opération de production, les biens et services créés sont tous consommés ou investis. Ils ne peuvent, dans une économie fermée, avoir d'autres utilisations. Cet *équilibre comptable* est de type *ex post*, ou à *posteriori*, ou encore *constaté* ou *historique*. Il traduit seulement que l'acte d'investir intérieur est pris en charge par l'épargne intérieure. On ne sait pas cependant si cet équilibre est *désiré* ou non.. En d'autres termes, on n'a fait qu'adapter le niveau de l'investissement au niveau de l'épargne qui est fort ou faible, abstraction faite des besoins réels du pays?

L'équilibre comptable ex post ($S = I$) n'est pas un *équilibre économique ex ante* ou de manière plus explicite, il n'est pas incompatible avec un *déséquilibre économique* où (S_a) peut être supérieure ou inférieure à (I_a) avec "a" désignant "*anticipé*". L'identité ($S = I$) ne signifie nullement que S et I soient égaux respectivement à (S_a) et (I_a).

Certains auteurs notent cet équilibre en usant du symbole ($\equiv$) signifiant *identiquement égal* et qui renvoie non pas à une *hypothèse*, comme c'est le cas du symbole ($=$), mais à une *nécessité comptable*.² C'est dans cette dernière optique que nous raisonnons ici.

2. Cas d'une économie fermée avec Etat

Rapprochons-nous un peu plus des phénomènes réels, en introduisant l'Etat dans le raisonnement. L'économie étant toujours fermée, son offre globale est confondue avec ses ressources intérieures.

Du côté de la demande globale, il faut ajouter, aux emplois ($C + I$) qui sont le fait des agents privés, ceux qui sont effectués par l'Etat. Il s'agit des dépenses publiques (G) qui sont affectées à la *consommation des services collectifs* et à *l'accumulation brute des fonds fixes* des administrations publiques. On note :

$$Y = (C + I) + (G) \quad (17).$$

Aussi, la demande intérieure globale est-elle formée de deux composantes : la *demande intérieure privée* ($C + I$) et la *demande intérieure publique* (G).

Comment s'explique la fonction de dépense de l'Etat ?
Simplement grâce à ses recettes qu'il s'assure en effectuant

² J.Généreux. Economie politique, Tome 2, Editions Hachette supérieur, Paris, 1991, P. 46.

des prélèvements obligatoires (notés I_e) sur les ressources intérieures. Mais l'Etat opère également des transferts (notés T_e) en faveur des agents privés.

La base de l'épargne (S) n'est donc plus le produit intérieur (Y) confondu avec le RNB et le RNDB comme dans le cas d'une économie fermée sans Etat, mais le *revenu national disponible après impôts prélevés par l'Etat* ($-$) notés (I_e) et après *transferts versés par l'Etat* ($+$), notés (T_e).

S étant la partie du revenu non consommée, elle peut s'écrire : $S = (R - C)$ avec :

$$(R) = (Y - I_e + T_e) \text{ ou}$$

$$(R) = (Y) - (I_e - T_e) \text{ (18).}$$

Le terme ($I_e - T_e$) désignant les *transferts nets de l'Etat* (TNe), c'est-à-dire, la différence entre ce qu'il perçoit des agents privés et ce qu'il leur reverse, il est possible de réécrire l'identité (18) de la manière suivante:

$$(R) = (Y) - (TNe) \text{ (19).}$$

En remplaçant (R) par son expression de l'identité (19) dans ($S = R - C$), on aura:

$$(S) = (Y) - (TNe) - (C) \text{ (20) et}$$

$$(Y) = (S) + (TNe) + (C) \text{ (21).}$$

En reprenant les identités (21) et (17), on peut écrire :

$Y = (S + TNe + C) = (C + I + G)$. En supprimant (C) de part et d'autre de l'égalité, on aura : $(S + TNe) = (I + G)$. De là, on déduit :

$$(S - I) = (G - TNe) \text{ (22) et;}$$

$$(S - I) + (TNe - G) = 0 \text{ (23).}$$

- Si $(S - I) > 0$ ou $(S > I)$, les agents privés ont une capacité de financement qui correspond au besoin de financement de l'Etat $(G - TNe) > 0$ ou $(G > TNe)$ ou de manière similaire, $(TNe - G) < 0$ ou $(TNe < G)$

- Si $(S - I) < 0$ ou $(S < I)$, les agents privés ont un besoin de financement qui correspond à la capacité de financement de l'Etat $(G - TNe) < 0$ ou $(G < TNe)$ ou de manière similaire : $(TNe - G) > 0$ ou $(TNe > G)$

Ces compensations sont mises en évidence par l'identité (23) qui indique que la somme algébrique des capacités et besoins de financement des agents privés et de l'Etat est égale à zéro.

Prise dans son ensemble, l'économie fermée avec Etat n'a, identiquement à l'économie fermée sans Etat, ni besoin, ni capacité de financement. C'est ce qu'indique l'identité (23).

L'équilibre $(S = I)$ ou $(S - I) = 0$ observé dans le premier cas (économie fermée sans Etat) subit dans le second cas, une légère modification telle que décrite par les identités (22) et (23). Cette modification rend compte de l'hypothèse de la présence de l'Etat.

3. Cas d'une économie ouverte sans Etat.

Introduisons maintenant l'hypothèse réelle selon laquelle l'économie n'est pas close mais qu'elle entretient des relations avec le reste du monde et voyons les incidences sur son équilibre.

- *En premier lieu*, les ressources du pays ne sont plus composées seulement de son produit intérieur brut (Y). Ce que lui vend le reste du monde, c'est-à-dire, *ses importations* (M) s'y ajoutent. L'offre globalé du pays (O) est donc la somme de ses *ressources intérieures* (Y) et de ses *ressources extérieures* (M), soit :

$$(O) = (Y + M) \text{ (24).}$$

- *En second lieu*, les emplois des biens et services de la nation ou sa demande globale (D) ne se réduit plus aux seules utilisations intérieures (C + ABFF + VS). Elle comprend aussi, une utilisation externe. Il s'agit de ce que vend la nation au reste du monde, c'est-à-dire, ses *exportations* (X). On peut écrire :

$$(D) = (C + ABFF + VS + X) \text{ (25).}$$

En remplaçant dans l'égalité (25) le terme (ABFF + VS) par (I) on aura :

$$(D) = (C + I + X) \text{ (26).}$$

- *En troisième lieu*, l'équilibre ressources- emplois en biens et services de la nation est retracé par les identités (24) et (26), soit :

$$(Y + M) = (C + I + X) \text{ (27).}$$

Il en découle :

$$(X - M) = (Y) - (C + I) \text{ (28).}$$

Que traduit cette identité ? Le solde de la balance commerciale représente la différence positive ou négative entre le produit intérieur de la nation et sa demande intérieure.

En désignant, la somme (C + I), par *l'absorption* (A) c'est-à-dire, la part du produit intérieur de la nation utilisée à l'échelle interne, à des fins de consommation et d'investissement, on aura :

$$(X - M) = (Y) - (A) \text{ (29).}$$

Le solde de la balance commerciale de la nation est ainsi défini comme la différence entre son produit intérieur (Y) et son absorption domestique (A).

Si $(Y) - (A) > 0 \Leftrightarrow Y > A$, l'économie a une offre intérieure supérieure à sa demande intérieure. Le solde $(X - M)$ est *positif* et représente un *excédent commercial*.

Si $(Y) - (A) < 0 \Leftrightarrow (Y) < (A)$, l'économie a une offre intérieure inférieure à sa demande intérieure. Elle est alors considérée comme inapte à couvrir par son propre produit, son absorption domestique. Aussi, fait-elle recours à l'extérieur. Le solde $(X - M)$ est *négatif* et représente un *déficit commercial*.

La notion d'absorption appartient à S.Alexander dans *the effects of a devaluation on a trade balance in International Monetary Fund, Staff papers d'avril 1952*. Mais cette approche est relativement ancienne. Elle fut développée d'abord en 1720, par I.Gervaise dans *System or theory on the trade of de World* et reprise deux siècles et demi plus tard environ, par J.Meade dans *The balance of payments* (1951).

L'approche de l'absorption présente le déséquilibre de la balance des paiements courants comme un «gap» entre ce que la nation produit et ce qu'elle absorbe. Elle va donc au delà de son aspect monétaire. Mieux, elle porte à l'interprétation, la politique économique du pays. C'est elle qui engendre le déséquilibre interne et externe. C'est par elle, que ce déséquilibre doit être corrigé. Une action sur la demande globale est alors recommandée.

Mais les flux extérieurs de la nation ne se résument pas seulement dans ses *échanges commerciaux* considérés dans les identités (28) et (29). Les opérations de répartition portant sur les *revenus* et les *transferts* y figurent aussi. Convient-il d'en tenir compte, pour construire la balance des opérations courantes de la nation ?

Dans l'hypothèse de son ouverture sur l'extérieur, l'économie nationale a un produit intérieur brut (PIB) (Y) qui n'est pas confondu avec son revenu national brut (RNB) A son tour, son RNB diffère de son revenu national disponible brut (RNDB) noté (R) .

On passe du PIB au RND en ajoutant les revenus de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde *nets* des revenus de même nature versés au reste du monde. On notera ces revenus : R_{ne} = revenus nets extérieurs

Pour déterminer le RNDB, on ajoute au RNB, les transferts courants reçus du reste du monde *nets* des transferts de même nature versés au reste du monde. On notera ces transferts : T_{ne} = transferts nets extérieurs.

On peut alors écrire :

$$R = (Y + R_{ne} + T_{ne}) \quad (30).$$

L'épargne (S) étant la partie du RNDB non consommée, elle est égale à :

$S = (R - C)$. En remplaçant R , par son expression de l'identité (30), on aura :

$$S = (Y + R_{ne} + T_{ne}) - (C) \quad (31) \text{ et}$$

$$Y = (S) - (R_{ne} + T_{ne}) + C \quad (32).$$

De l'identité (27) liée à l'équilibre entre les ressources et les emplois en biens et services de la nation, soit : $(Y + M) = (C + I + X)$, on peut déduire la définition du produit intérieur de la nation dans *l'optique de la dépense* :

$$Y = (C + I + X - M) \text{ ou } Y = (C + I) + (X - M) \quad (33).$$

Sans Etat, la demande globale de l'économie ouverte est formée de deux composantes : la *demande intérieure privée* ($C + I$) et la *demande extérieure nette* ($X - M$).

Aux termes des identités (32) et (33) qui définissent le produit intérieur de la nation, on peut noter : $Y = (S) - (R_{ne} + T_{ne}) + (C) = (C + I + X - M)$.

De là, il résulte : $(S - I) = (Rne + Tne) + (C - C) + (X - M)$, soit :

$$(S - I) = (X - M) + (Rne + Tne) \quad (34).$$

Cette identité est très explicite: $(S - I)$ désigne la capacité d'épargne de la nation comparée à son investissement et $(X - M) + (Rne + Tne)$ la *balance des opérations courantes* comme ensemble de trois sous-balances : biens et services $(X - M)$, revenus (Rne) et transferts (Tne) .

Si $(S - I) > 0 \Leftrightarrow S > I$, la nation dispose d'une épargne supérieure à son investissement ou d'une balance des opérations courantes excédentaire. Elle a une *capacité de financement* qui correspond au *besoin de financement* du reste du monde et qui se traduit dans son compte financier, par les phénomènes suivants non exclusifs les uns des autres : un gonflement de ses avoirs de réserves, un accroissement de ses créances ou une diminution de ses dettes.

Si $(S - I) < 0 \Leftrightarrow S < I$, la nation a une épargne inférieure à son investissement ou une balance des paiements courants déficitaire. Elle présente un *besoin de financement* qui correspond à la *capacité de financement* du reste du monde et qui se traduit dans son compte financier par une contraction de ses avoirs de réserves, une diminution de ses créances ou par un accroissement de ses dettes.

Il est possible d'utiliser comme pour le premier cas d'économie fermée sans Etat, le compte d'accumulation de la nation, pour montrer les modalités de réalisation comptable de son équilibre.

Aux termes de l'égalité entre les ressources et les emplois d'accumulation de la nation, on peut noter $(RA) = (EA)$. Les ressources et les emplois d'accumulation de la nation sont définis par les identités (7) et (9). On peut noter :

$$(EN + CFF + TCR) = (ABFF + VS + ANTAI + TCV) + (\text{solde}).$$

La somme (ABFF + VS) désignant l'accumulation brute (AB), en vertu de l'identité (10), on peut écrire : (solde) = (EN + CFF + TCR) - (AB + ANTAI + TCV).

L'économie étant ouverte, les TCR et les TCV peuvent être non nuls. Leur différence (TCR - TCV) donne les *transferts nets reçus* par la nation du reste du monde (TCNR).

Quant aux ANTAI, elles ne modifient que l'investissement de chaque agent particulier. A l'échelle nationale, elles sont nulles. Aussi, l'investissement de la nation est-il composé seulement de son ABFF et de sa VS. On peut noter :

$$(\text{Solde}) = (\text{EN} + \text{CFF} + \text{TCNR}) - (\text{AB})$$

Ce solde peut être *positif* ou *négatif*. Dans le premier cas, il s'agit d'une *capacité de financement* de la nation qui correspond à un *besoin de financement* du reste du monde. Dans le second cas, il s'agit d'un *besoin de financement* de la nation qui correspond à la *capacité de financement* du reste du monde.

Cependant dans les deux cas, la valeur de l'épargne intérieure de la nation est *différente* de la valeur de son investissement. Ce déséquilibre n'est possible que parce que le reste du monde est là pour absorber l'excédent $(S - I) > 0$ et pour résorber le déficit $(S - I) < 0$.

Contrairement à l'économie fermée, dans une économie ouverte, la somme algébrique des capacités et des besoins de financement des agents résidents, laquelle définit la *capacité ou le besoin de financement de la nation*, n'est pas forcément, de valeur nulle. Elle peut être *positive* ou *négative* et égale respectivement au *besoin de financement* ou à la *capacité de financement du reste du monde*. La somme algébrique des capacités et des besoins de financement des *agents résidents* et du *reste du monde* est donc égale à *zéro*.

Il reste à souligner que la capacité ou le besoin de financement de la nation se traduit dans son compte financier par des *flux de créances et des dettes* qui correspondent respectivement aux *flux des dettes et des créances du reste du monde*. L'équilibre Cf ou Bf = $SCD \pm A_j = 0$ de l'économie fermée devient : **Cf ou Bf = $SCD \pm A_j \neq 0$ (35).**

4. Cas d'une économie ouverte avec Etat

On entre maintenant dans les phénomènes économiques réels. L'économie considérée est celle que l'on observe dans la réalité de tous les jours. Elle est liée à l'extérieur et l'Etat y mène une politique économique.

Les ressources de la nation sont définies par l'identité (24) : $O = (Y + M)$.

Elles sont composées de ressources internes (Y) et de ressources externes (M). Quant à ses emplois, ils comprennent en plus des termes de l'équilibre détaillé (25) ou agrégé (26), les dépenses de l'Etat notées (G), dans l'identité (17). On peut donc écrire :

$$D = (C + I + G + X) \text{ (36).}$$

L'égalité entre les ressources et les emplois en biens et services de la nation devient alors :

$$(Y + M) = (C + I + G + X) \text{ (37).}$$

On peut en déduire :

$$Y = (C + I + G + X - M) \text{ ou } Y = (C + I) + (G) + (X - M) \text{ (38).}$$

La demande globale est ainsi composée de la *demande intérieure privée* (C + I) de la *demande intérieure publique* (G) et de la *demande extérieure nette* (X - M).

Sachant que le revenu national disponible brut est défini, dans une économie ouverte, sans Etat par l'identité (30).

soit : $R = (Y + Rne + Tne)$ et dans une économie fermée, avec Etat, par l'égalité (19), soit $R = (Y - TNe)$, on peut noter dans une économie ouverte avec Etat:

$$R = (Y + Rne + Tne - TNe) \text{ (39).}$$

Tne et TNe, ne doivent pas être confondus l'un avec l'autre : le premier terme désigne les *transferts extérieurs nets de la nation* et le second, les *transferts nets des administrations publiques*.

En remplaçant (R) dans l'identité $S = (R - C)$, par son expression (39), on aura : $S = (Y + Rne + Tne - TNe) - (C)$ d'où :

$$(Y) = (S - Rne - Tne + TNe + C) \text{ (40).}$$

Les identités (38) et (40) nous permettent d'écrire Y, selon deux expressions :

$$Y = (S - Rne - Tne + TNe + C) = (C + I + G + X - M).$$

On en déduit :

$$(S - I) + (TNe - G) = (X - M) + (Rne) + (Tne) \text{ (41).}$$

Cette identité exprime

- par son membre de gauche, la *capacité* ou le *besoin de financement* de la nation qui est la somme algébrique des capacité et besoin de financement des agents privés et de l'Etat;

- par son membre de droite, le *solde des opérations courantes* de la nation, c'est-à-dire, le *solde de ses transactions sur les biens et services* ($X - M$), les *revenus* (Rne) et les *transferts courants* (Tne).

- Si $(S - I) + (TNe - G) > 0$, la nation a une capacité de financement qui correspond au besoin de financement du reste du monde. Sa balance des opérations courantes $(X - M) +$

(Rne) + (Tne) est excédentaire. Les flux monétaires qu'elle a émis à destination du reste du monde, au titre des biens et services, des revenus et des transferts sont *inférieurs* aux flux de même nature qu'elle en a reçus.

- Si $(S - I) + (TNe - G) < 0$, la nation a un besoin de financement qui équivaut à une capacité de financement du reste du monde. Sa balance des paiements courants est déficitaire. En d'autres termes, les flux monétaires sur biens et services, revenus et transferts qu'elle a émis à destination du reste du monde sont *supérieurs* aux flux de même nature qu'elle en a reçus.

5. Quelques observations de synthèse et première appréciation de l'ajustement structurel

Dans l'économie hypothétique fermée, avec ou sans Etat, il y a un équilibre forcé entre l'épargne et l'investissement. La nation n'a dans ce cas, ni capacité, ni besoin de financement et donc, ni créances, ni dettes.

En réalité, cet équilibre est de type *ex post*. Il intervient après la réalisation des opérations économiques par tous les agents résidents.

Quand l'épargne est faible, la nation se contente d'un investissement faible, quels que soient les besoins exprimés dans ce domaine. Dans le cas contraire, la nation adapte son investissement au niveau de sa source de financement.

En effet, un bien produit ne disparaît pas «dans la nature». Il est soit consommé, soit utilisé dans l'ABFF, soit stocké.

Il faut savoir cependant, si ces différents emplois auxquels donnent lieu les ressources intérieures résultent ou non des décisions des agents économiques. Par exemple, le stockage d'un produit qui n'est ni consommé, ni investi reflète-t-il un choix rationnel des entreprises ou en constitue-t-il, au contraire, une contrainte. Dans le second cas, derrière

l'équilibre comptable ex post, sévit un déséquilibre économique.

L'économie fermée avec ou sans Etat ne semble pas disposer d'une bonne marge de manœuvre, dans le cadre de son développement. Pour cette raison, quand bien même elle échappe à la pression internationale et donc à son ajustement; elle n'est pas souhaitable.

L'identité (41) rend compte dans le cadre d'une économie réelle, ouverte et avec Etat de la relation qu'il y a entre le *déséquilibre intérieur* et le *déséquilibre extérieur*.

Un déséquilibre positif doit être consolidé, si la nation doit honorer ses engagements financiers internationaux. Elle doit donc faire l'effort d'accroître son offre intérieure par rapport à son absorption intérieure en vue de dégager *un surplus exportable*.

Un déséquilibre négatif important et de type *permanent* ou *structurel* pose à la nation de sérieux problèmes. Elle peut le résorber selon deux voies qui n'ont pas les mêmes chances de succès.

- Soit, elle augmente son offre intérieure. Cet objectif n'est pas simple. Il suppose un bouleversement intérieur *rapide* et souvent difficile à contrôler. La nation doit introduire des changements de type institutionnel et des mesures de politique économique visant à libérer l'économie des lourdeurs bureaucratiques qui étouffent sa productivité : diminution du poids du secteur d'Etat, abolition du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, recours à l'investissement privé national et étranger, etc.

- Soit, elle opère une contraction de sa demande intérieure, c'est-à-dire, sa consommation et son investissement : mise en œuvre d'une politique des prix, d'une politique de crédit, d'une politique des finances publiques, etc.

Ces deux voies ne sont pas forcément exclusives l'une de l'autre. Mais il faut préciser que les économies nationales qui présentent aux termes de l'identité (41), des déséquilibres financiers intérieurs et donc extérieurs ont des difficultés de plusieurs ordres à mettre en place un véritable processus de croissance économique, entendu comme accroissement quantitatif et qualitatif de la production. Aussi, dans le cadre de leur ajustement, leurs gouvernements respectifs ont-ils tendance à favoriser la «facilité technique» des mesures d'infléchissement de la demande intérieure.

On ne peut éviter de souligner les incidences sociales et politiques d'une telle démarche. C'est pour en alléger relativement les effets que le Fonds monétaire international met à la disposition des pays débiteurs, une *aide*.

Mais en contrepartie de cette légère incitation de type financier, il exige des pays endettés des «miracles» : la prise en charge par des mesures domestiques, des ajustements de l'économie internationale; l'ajustement structurel des pays créditeurs étant un phénomène plutôt exceptionnel.³

On voit d'ores et déjà les «travaux d'Hercule» attendus du pays débiteur et bien plus, la contradiction notable qui existe entre l'objectif international auquel il est soumis et ses objectifs et moyens de politique intérieure. Le rééquilibrage de ses comptes extérieurs par la contraction de son absorption domestique est loin de signifier une action de développement.

Le sens que donnent néanmoins les autorités du Fonds à la *viabilisation* de la balance des paiements courants des pays membres soumis à l'ajustement est ambigu.

Il est difficile en tout cas d'assimiler cette notion de viabilisation à celle de « l'équilibre », eu égard au délai court d'ajustement, au faible montant d'aide qui y est associé et au caractère structurel des problèmes financiers devant être

³ H. Bénissad, L'ajustement structurel, l'expérience du Maghreb, OPU, Alger, 1999, P.10.

corrigés. Tout au plus, elle s'identifie au constat selon lequel le pays membre financièrement assisté fait ou a fait des *efforts raisonnables* pour reprendre ses remboursements.

«Une position viable de la balance extérieure note le Fonds, signifie un déficit des comptes courants qui peut être soutenu par des entrées de capitaux à des conditions compatibles avec les perspectives de développement du pays et sans que celui-ci ait à recourir à des restrictions aux échanges et aux paiements qui accentuent plutôt qu'elles ne corrigent les distorsions existantes. La stratégie corrective prévoit une réorientation de l'économie vers la croissance durable et évite des politiques purement déflationnistes qui pourraient avoir un effet délétère sur l'investissement et ne pas encourager le transfert requis de ressources vers le secteur extérieur».⁴

Cette longue observation précise davantage ce qu'attend le Fonds du pays membre, lorsqu'il lui apporte son assistance financière : *dégager la capacité de s'acquitter de ses obligations internationales*.

L'échec ou la réussite des actions d'ajustement doit donc s'analyser seulement par rapport à cette *ordonnance*. Les conséquences intérieures de ce type d'actions ne semble pas déranger, outre mesure, les autorités internationales, bien que leurs déclarations se nourrissent du souhait de voir les économies débitrices parvenir à un niveau de croissance qui les mette à l'abri de crises graves.

⁴ F.M.I., Bulletin de Sept. 1985, P.1.